



Publication externe de poste vacant

50374846

Job Posting Title

Spécialiste du renseignement criminel et de l'analyse médico-légale

Date de début

16.03.2018

End Date

17.04.2018

Code de référence

CFHCSS04

Désignation de la fonction

Crime & Forensic Analyst - Hybrid Court for South Sudan

Organization

Créée en tant qu'organisation continentale panafricaine unique en son genre, l'Union africaine est chargée de conduire le processus d'intégration rapide et de développement durable de l'Afrique par la promotion de l'unité, de la solidarité, de la cohésion et de la coopération entre les peuples et les États africains, ainsi que par l'établissement d'un nouveau partenariat avec les autres régions du monde. Le Siège de l'Union africaine est établi à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie.

Lors de sa 547^{ème} session, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA s'est réuni au niveau des chefs d'État et de gouvernement à New York le 26 septembre 2015 pour prendre une décision sur les questions liées à la responsabilité concernant les violations graves des droits de l'homme et d'autres actes graves qui ont été commis dans le cadre du conflit interne qui déchire le Soudan du Sud depuis le 15 décembre 2013. Le Conseil a approuvé la création par la Commission de l'Union africaine d'un tribunal hybride indépendant appelé Cour hybride pour le Soudan du Sud (HCSS) contrôlé et dirigé par les Africains pour répondre aux besoins de justice et de responsabilité du Soudan du Sud engendrés par les violations graves des droits de l'homme et d'autres exactions graves.

Dans l'ensemble, le projet sera coordonné par le Bureau du Conseiller juridique conformément au mandat que lui a confié le président de la Commission de l'UA. En conséquence, le Bureau du Conseiller juridique sera le centre de coordination pour la mise en œuvre globale du projet. Le spécialiste du renseignement criminel et de l'analyse médico-légale sera basé à Addis-Abeba (Éthiopie), au siège du projet. Cependant, le titulaire est susceptible de voyager souvent pour des missions sur le terrain.

Service

POSTE :

Intitulé du poste : Spécialiste du renseignement criminel et de l'analyse médico-légale

Grade : P3

Supérieur hiérarchique : Coordonnateur de projet

Lieu d'affectation : Addis-Abeba (Éthiopie)

Nombre de postes : 1

Tâches

PRINCIPALES FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous la supervision générale du coordinateur du projet, le Spécialiste du renseignement criminel et de l'analyse médico-légale effectuera les tâches suivantes :

- Conseiller et aider la Commission de l'UA dans les procédures et techniques médico-légales et scientifiques ainsi que dans la réalisation d'autres tâches pertinentes ;
- Mener des tâches et des activités médico-légales et scientifiques, y compris, le cas échéant, dans la collecte, l'examen et l'analyse des preuves médico-légales ;
- Effectuer des recherches en vue de réaliser des tâches analytiques en appui aux enquêtes criminelles et au travail juridique ;
- Évaluer les renseignements qui se présentent sous diverses formes et formats pour l'identification des pistes d'enquête, des preuves et d'autres documents pertinents à la tenue des procès ;
- Rechercher, collecter et synthétiser de grandes quantités de données provenant de multiples sources, en particulier des données médico-légales, pour établir des rapports exhaustifs ayant valeur probante ;
- Veiller à ce que toutes les informations relatives aux preuves médico-légales soient correctement documentées et enregistrées ;
- Participer à des missions sur le terrain, le cas échéant ;
- S'acquitter de tout autre tâche, selon les besoins.

Exigences

1. QUALIFICATIONS ACADÉMIQUES ET EXPÉRIENCE REQUISES

Le candidat doit être titulaire d'un Master en sciences médico-légales délivré par la police nationale ou une école de police. Il est préférable que le candidat ait reçu une combinaison de formations pertinentes dans le domaine des sciences médico-légales, avec 7 ans d'expérience pertinente dans le domaine des enquêtes et examens médico-légaux, spécifiquement dans des affaires pénales complexes ou dans des affaires présentées devant des tribunaux pénaux internationaux, et/ou dans le domaine des techniques spéciales de soutien aux enquêtes au sein d'une agence gouvernementale, d'un institut de police scientifique, ou en tant qu'expert privé.

OU

Il doit être titulaire d'une Licence en sciences médico-légales délivrée par la police nationale ou une école de police. Il est préférable que le candidat ait reçu une combinaison de formations pertinentes dans le domaine des sciences médico-légales, avec 10 ans d'expérience pertinente dans le domaine des enquêtes et examens médico-légaux, spécifiquement dans des affaires pénales complexes ou dans des affaires présentées devant des tribunaux pénaux internationaux, et/ou dans le domaine des techniques spéciales de soutien aux enquêtes au sein d'une agence gouvernementale, d'un institut de police scientifique, ou en tant qu'expert privé.

2. AUTRES APTITUDES PERTINENTES

- Une expérience antérieure de travail dans des situations d'urgence et de post-conflit est hautement préférable ;
- Une expérience à haut niveau de responsabilité similaire à l'envergure et à la complexité du projet et

une expérience antérieure à la Commission de l'UA seraient un atout ;

- Une expérience de supervision de professionnels, d'experts et de personnes occupant un poste administratif ;
- Une expérience antérieure de travail dans des situations d'urgence et de post-conflit est hautement préférable ;
- Capacité à traiter des questions sensibles dans le cadre d'un environnement multiculturel et à établir des relations professionnelles avec les collègues ;
- D'excellentes compétences en communication écrite et verbale en anglais ;
- Capacité à se servir des applications Microsoft Office standard.

3. CONNAISSANCES DES LANGUES

La maîtrise de l'anglais est requise. Une connaissance pratique de l'une des autres langues de l'Union africaine (français, arabe ou portugais) serait un atout.

4. DURÉE DU CONTRAT

L'engagement à ce poste se fait sur la base d'un contrat à durée déterminée pour une période de 1 an, dont les 3 premiers mois seront considérés comme une période probatoire. Par la suite, le contrat est renouvelable pour une période similaire d'un an, sous réserve de résultats satisfaisants et de la disponibilité des fonds.

5. ÉGALITÉ DES CHANCES

La Commission de l'Union africaine est un employeur qui donne l'égalité de chances aux hommes et aux femmes, et les femmes qualifiées sont vivement encouragées à soumettre leurs candidatures.

6. RÉMUNÉRATION

Le salaire correspondant à cette fonction est une somme forfaitaire mensuelle de 8 076,78 \$ EU (P3 Échelon 5) toutes indemnités incluses, conformément aux règlements régissant les fonctionnaires internationaux de la Commission de l'Union africaine et de 6 538,42 \$ EU toutes indemnités incluses, conformément aux règlements régissant les fonctionnaires locaux de la Commission.

7. COMMENT SOUMETTRE SA CANDIDATURE

Les dossiers de candidature, qui doivent parvenir à la Commission au plus tard le 17 Avril 2018, sont à envoyer à l'adresse du Site de recrutement en ligne de la Commission de l'UA <http://www.aucareers.org>

Les candidatures déposées font l'objet d'une présélection automatisée selon les critères d'évaluation publiés de l'Avis de vacance de poste et sur la base des informations fournies par les candidats. Concernant les exigences de l'Avis de vacance de poste, les candidats doivent fournir des informations complètes et exactes relatives à leurs qualifications, y compris leur formation, leur expérience professionnelle et leurs connaissances linguistiques. Chaque candidat doit garder à l'esprit que tout dépôt de candidatures incomplètes ou incorrectes peut les rendre irrecevables dans le cadre du poste vacant. Une présélection et une évaluation des candidatures seront effectuées en fonction des informations fournies. Une fois déposées, les candidatures ne peuvent pas être modifiées. Les personnes dont la candidature est retenue pour la sélection feront l'objet d'une procédure de vérification des références afin de s'assurer de l'exactitude des informations fournies dans la candidature.

Direction de l'Administration et de la Gestion des Ressources humaines
Commission de l'Union africaine
Addis-Abeba (Éthiopie)

Type de contrat

Court terme

Taux d'activité

Temps plein

Établissement

Headquarters